



SOURCES

U N E S C O

N° 97 - JANVIER 1998

A black and white photograph of a busy city street, likely in Japan, showing a dense crowd of pedestrians. In the background, there are numerous large commercial signs and billboards. Some of the visible signs include 'GIORDA', 'JESSICA', 'M', 'just', 'AIRCON', and '三栄電気' (San-ei Denki). The scene is filled with the energy of a major urban center.

**LE PROGRAMME MOST
DU BON USAGE DE
LA MONDIALISATION**

LE PROGRAMME MOST

DU BON USAGE DE LA MONDIALISATION

Même nos parents auraient du mal à reconnaître le monde de leur enfance. La technologie et l'économie ont chamboulé toutes les frontières qui étaient les leurs, y compris et surtout celles de l'État-nation, ce modèle qui, au cours des trois derniers siècles, avait structuré l'identité des sociétés. Nous sommes entrés dans l'ère de la mondialisation (voir ci-dessous et pp. 12-13). Mais quelle civilisation est-elle en train de forger? De quelle manière affecte-t-elle notre vie? Et comment surmonter les dangers qu'elle fait naître? Le programme de l'UNESCO «Gestion des transformations sociales» (MOST, p. 16) vise à répondre à certaines de ces questions, dans trois domaines prioritaires: les migrations qui s'amplifient (pp. 8-9); les villes, où vivra au XXI^e siècle la grande majorité de la population mondiale (pp. 10-11); les communautés rurales et isolées, qui risquent de rester sur le bord du chemin (pp. 14-15).

La mondialisation, un exemple complexe et multiforme de flux, de réseaux et d'acteurs, provoque fascination et peur.

Il y a une vision optimiste de la mondialisation comme source d'opportunités de créer davantage de richesse pour promouvoir la concorde entre les peuples grâce à l'avènement d'une culture uniformisée. Elle reflète le point de vue des acteurs et organisations ayant des activités à l'échelle planétaire dans les domaines où la mondialisation est devenue une réalité observable: flux financiers, technologies de l'information, échanges commerciaux. Certains analystes soutiennent d'ailleurs que mondialisation et libéralisation économique et financière sont inséparables. Ils pensent que la stratégie de déréglementation des marchés préconisée par l'idéologie néo-libérale et mise en œuvre depuis les années 80 par les grandes puissances économiques constitue, avec les technologies de la communication, le moteur principal de la mondialisation.

En revanche, ceux et celles qui craignent la mondialisation ne sont guère enthousiasmés par la perspective du «meilleur des mondes» globalisé sous l'égide des marchés financiers et d'Internet. Pour trois raisons: premièrement, la mondialisation n'aboutit pas à une uniformisation des cultures. La sphère communicationnelle globale, via les satellites et les programmes

de télévision américains partout regardés, n'empêche pas les pulsions identitaires, les replis communautaires et les conflits ethniques et religieux. Bien au contraire, il semblerait que ces phénomènes soient autant de réactions contre la mondialisation, perçue comme une menace contre l'ordre établi. Deuxièmement, l'incidence de la mondialisation sur l'État-nation fait problème. Sa souveraineté et sa capacité d'action sont sérieusement entamées par les acteurs, phénomènes et réseaux transnationaux, tels que les firmes multinationales, les flux financiers, informationnels et environnementaux, les mafias, les mouvements ethniques et religieux, les migrations et les diasporas. L'État-nation les contrôle de moins en moins et les lieux de régulation se situent souvent au niveau régional (l'Union européenne) et mondial (l'ONU, le G-7).

L'ÉTAT AFFAIBLI

Troisièmement, les conditions de vie et les avantages sociaux des citoyens dont l'État est le garant, se dégradent sous l'impact de la concentration de la puissance économique et financière et de la course à la productivité, alimentées par la mondialisation des marchés. Or, l'affaiblissement de l'État obère sa capacité d'action contre la pauvreté, l'exclusion et le chômage, ou en faveur des systèmes d'éducation et de sécurité sociale, en particulier dans les pays en

développement, où les conditions deviennent parfois dramatiques pour les groupes défavorisés. Les inégalités à l'intérieur des nations et entre elles s'approfondissent. L'une des conséquences en est l'émigration massive.

Au-delà des perceptions optimistes et pessimistes, la question qui se pose est de savoir si ces évolutions sont toutes attribuables à la mondialisation. Le débat fait rage entre les économistes, les sociologues et les politologues, qui sont loin d'être d'accord sur le degré d'affaiblissement de l'État, et sur la responsabilité de la mondialisation dans l'extension du chômage et de la pauvreté, l'accroissement des migrations, la montée des mouvements identitaires et la multiplication des conflits intercommunautaires. Quant aux hommes politiques et aux décideurs, ils sont pour le moins incertains sur les effets de la mondialisation et les mesures.

Ce qui, en revanche, est indiscutable, c'est la nécessité de mieux comprendre les différentes dimensions de la mondialisation par les recherches en sciences sociales, pour mettre en œuvre des stratégies et politiques de développement nationales, destinées à profiter des opportunités ou, au contraire, à limiter les effets dommageables de la mondialisation.

Ali KAZANCIGIL
Secrétaire exécutif du programme MOST

UN BOOM EXPLOSIF

La mondialisation s'accompagne de la montée des flux migratoires; ils pèsent sur la définition des identités individuelles et collectives, et accélèrent la précarisation de l'emploi.

L'histoire des migrations se confond avec celle de l'humanité, mais elle a pris des formes nouvelles au début du XVII^e siècle avec le développement du commerce en Europe et la conquête du «Nouveau monde». Esclaves et ouvriers ont traversé l'océan pour travailler dans les plantations, les mines et les chantiers de construction des Amériques, d'Asie et d'Afrique. L'industrialisation en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord au XIX^e siècle a provoqué le départ de nouveaux contingents de colons. Entre 1860 et 1920, quelque 30 millions ont convergé vers les États-Unis, soit l'un des plus grands mouvements de population de l'histoire.

Ces flux prennent un tour nouveau. La mondialisation a provoqué une explosion du volume et de la structure des migrations: 100 millions d'individus vivraient hors de leur pays d'origine. Cette mobilité exerce sur les sociétés et les cultures une transformation sans précédent. Certains immigrants se sentent membres d'une diaspora, d'autres acquièrent une identité transnationale, avec le sentiment d'appartenir à deux sociétés, ou plus. Des liens communautaires se tissent à travers le monde.

REGROUPEMENT FAMILIAL

C'est dans le cadre du regroupement familial que la plupart des migrants arrivent en France et en Australie par exemple (65% en 1995) ou au Royaume-Uni (85% en 1995). Les villes d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Océanie sont devenues multiculturelles, et de nouvelles zones d'immigration en Asie, Afrique et Amérique latine connaissent la même évolution. Des populations naguère homogènes accueillent une diversité ahurissante de langues, religions et pratiques culturelles.

On ne choisit pas toujours d'émigrer: en 1995, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) recensait 18 millions de réfugiés politiques et demandeurs d'asile. Mais la grande majorité des migrants cherche du travail et de meilleures conditions de vie. Migrants et réfugiés appartiennent pour la plupart aux pays les moins développés. Leur périple les conduit d'abord des campagnes vers les villes de leur pays puis sous des cieux plus prometteurs. Six millions de travailleurs asiatiques

seraient ainsi expatriés. Beaucoup travaillent dans les «zones de libre échange» créées pour attirer les investisseurs. Dans cette course aux capitaux étrangers, certains gouvernements ne tiennent aucun compte du droit du travail: l'étranger se voit obligé d'accepter les rémunérations les plus basses, les tâches dangereuses, sans aucun recours légal possible.

On assiste aussi à la féminisation de l'immigration. La plupart des immigrées

l'installation permanente de travailleurs ou de réfugiés. Les pays développés de tradition démocratique redéfinissent leurs conditions d'accueil. L'acquisition de la citoyenneté est devenue un enjeu crucial car elle ne donne pas seulement accès aux circuits économiques, mais aussi aux services sociaux qui garantissent droits et libertés.

Des États nés de la décolonisation comme la Malaisie, l'Indonésie, Singapour



ENTRE 1860 ET 1920, ENVIRON 30 MILLIONS D'IMMIGRANTS ONT CONVERGÉ VERS LES ÉTATS-UNIS (Photo © Harlingue-Viollet).

occupent des emplois «typiquement féminins»: employées de maison, «artistes» du monde des spectacles (un euphémisme pour désigner la prostitution), personnel hôtelier, ouvrières à la chaîne dans la confection et l'électronique. En 1995, l'exécution de Flor Contemplacion, une bonne philippine à Singapour condamnée pour meurtre, a fait la une de la presse mondiale et mis en évidence leur vulnérabilité.

De nombreux Philippins commencent à contester l'envoi de millions de travailleurs à l'étranger. Pourtant, peu de pays voudraient réduire cette source de revenus: ils s'élèveraient à 67 milliards de dollars par an à l'échelle du monde, et viendraient en seconde place dans le commerce mondial, juste après le pétrole.

Si elle a favorisé la mobilité des travailleurs, la mondialisation a rendu l'emploi plus précaire. L'époque d'une installation indéfinie dans le pays d'accueil est révolu depuis longtemps. Les entreprises recherchent des travailleurs, qualifiés ou non, pour un emploi précis et une durée limitée. Cette politique tient en partie aux difficultés des pays d'accueil à assumer

et Taiwan peinent à concilier la diversité culturelle croissante avec la formation de leur identité nationale. Partout, les expulsions, le renforcement des contrôles aux frontières et l'adoption de mesures visant à réduire la durée du séjour deviennent la norme. Or, en général, la fermeture des frontières ne fait que frapper d'irrégularité des pratiques jusque-là légales. En Asie, on dénombre plus de migrants clandestins que dotés d'un permis de travail. Le trafic de main-d'œuvre est devenu un commerce lucratif.

L'internationalisation rapide de l'économie et de la culture va forcément provoquer une intensification des flux migratoires. Il devient donc urgent de rechercher des solutions à long terme. Encourager la mobilité de la main-d'œuvre pour répondre aux besoins de la mondialisation est une chose. Gérer l'immigration pour n'admettre que les individus «économiquement désirables» en est une autre, plus controversée.

Stephen CASTLES et Patrick BROWNLEE, Université de Wollongong, Australie

SYDNEY EN JAUNE ET BLANC

D'un côté, les immigrés asiatiques peinent à s'intégrer à l'économie et la culture australiennes. De l'autre, mariages mixtes et naturalisations se multiplient.

En déambulant dans certains quartiers de la banlieue ouest de Sydney (Australie), pour un peu vous vous croiriez en Asie. Vous y croisez autant de gens originaires du Viet Nam, Chine, Cambodge ou Thaïlande que de l'Angleterre.

Restaurants chinois et boutiques de «fish 'n chips» se disputent l'espace, tandis que les joueurs d'échecs chinois et les musiciens vietnamiens ajoutent à l'animation des galeries marchandes. Dans les magasins regorgeant de fruits et légumes, les employés manient l'anglais et une langue asiatique pour satisfaire la clientèle.

Sur les 85.000 étrangers accueillis chaque année par l'Australie, 30.000 environ viennent d'Asie. Et la banlieue ouest de Sydney leur offre un premier point d'ancre. Elle est habitée en majorité par des réfugiés vietnamiens arrivés après la chute de Saïgon, le 30 avril 1975. Mais depuis les années 1980, et malgré des critères de sélection rigoureux, la plupart des nouveaux émigrants sont arrivés dans le cadre de la politique australienne de regroupement familial.

RECONVERSION

Nhu Tran a fui le Viet Nam en 1977. Sa femme et leurs trois enfants l'ont suivi six ans plus tard. Depuis, leur foyer compte quatre enfants de plus, et les deux frères de Nhu et sa sœur les ont rejoints. Sa femme et lui ont ouvert une station-service, avant d'en convertir les bénéfices pour créer une société de confection. Mais jugeant trop lourd d'assumer à la fois l'entreprise et l'éducation de leurs enfants, ils ont fini par vendre.

Nhu s'est reconverti dans l'aide aux immigrants. Ses trois aînés travaillent dans l'informatique et le génie biomédical. Nhu estime avoir eu plus de chance que la plupart de ses compatriotes. «Au Viet Nam, j'étais proviseur d'une école enseignant les mathématiques et la physique. Je connaissais un peu l'anglais. Mais la majorité des émigrants sont peu instruits» souligne-t-il. La méconnaissance de l'anglais constitue pour eux un obstacle à la réussite économique. Si l'Australie compte 8,4% de chômeurs, cette proportion atteint 14,4% chez les immigrants des quartiers ouest de Sydney.

Cela n'a pas toujours été le cas. La première vague de réfugiés vietnamiens a pu, en général, trouver des emplois n'exigeant pas la maîtrise de l'anglais dans l'industrie manufacturière. La mondialisation a toutefois entraîné une restructuration de l'industrie, et les émigrants en quête d'emploi dans la haute technologie ou les services doivent présenter un niveau de compétences plus élevé et s'adapter rapidement. L'attrait d'une «nouvelle vie» n'a rien perdu de sa puissance, mais l'adaptation culturelle reste difficile. Par exemple, la plupart des nouveaux arrivants vietnamiens comprennent mal l'indifférence des Anglo-Saxons pour leur entourage et la communauté. «Ce qui nous manque surtout, c'est l'atmosphère et la culture de proximité que nous avons au Viet Nam et la solidarité entre les membres d'une même communauté», explique Nhu Tran qui voit dans l'attitude des jeunes envers leurs parents un des changements essentiels. Au

par une mise à niveau en anglais, mathématiques, physique et chimie; un autre, à l'intention des demandeurs d'emploi, leur enseigne les compétences nécessaires, notamment en matière d'informatique, de gestion, d'anglais. Des spécialistes de l'organisation communautaire informent et conseillent les familles vietnamiennes et leurs enfants en difficulté, et un solide programme contribue à préserver et encourager la culture vietnamienne.

Les communautés en phase de transition se heurtent à de nombreux problèmes, comme l'attitude parfois «anti-asiatique» de la population blanche qui craint une «asiatisation du pays» et supporte mal l'aide du gouvernement aux immigrants. Mais plusieurs signes laissent présager la disparition de cet obstacle. Les mariages mixtes se multiplient. Les immigrants participent de plus en plus à la vie politique. La grande majorité choisit de se faire naturaliser. «Il n'y avait aucun avenir pour



BARBECUE À L'AUSTRALIENNE POUR JEUNES VIETNAMIENS (Photo © R. Smith).

Viet Nam, les parents étaient des figures d'autorité, mais en Australie où on inculque aux enfants le sentiment de justice, de bien et de mal, ils contestent leurs parents et leurs professeurs.

Le gouvernement fédéral et ceux des États ont créé une série de programmes gratuits pour familiariser les nouveaux venus avec les questions de logement, santé, violences dans la famille, politiques gouvernementales et sécurité sociale. Un programme destiné aux adolescents les aide à s'adapter à leur nouveau système scolaire

nous au Viet Nam en matière d'éducation et d'emploi», rappelle une conseillère familiale. Elle est arrivée en Australie à 19 ans, sans un sou, ne parlant pas un mot d'anglais, après un voyage épique avec 55 autres réfugiés dans un bateau de pêche fait pour six personnes. Aujourd'hui citoyenne australienne, elle a épousé un Vietnamien naturalisé et a deux enfants de 12 et 17 ans, «... mi-australiens, mi-vietnamiens».

Robin SMITH
à Sydney

DIVER...CITÉS

Pour assurer l'humanisation des villes - un monde de transition, changements, ruptures et incertitudes - l'État, la société civile et le marché doivent construire de nouveaux partenariats.

A l'orée du XXI^e siècle, la population urbaine deviendra la nouvelle majorité mondiale. En 2015, neuf des 10 plus grandes métropoles se trouveront en Asie, Amérique latine et Afrique. Selon les Nations Unies, les villes du monde en développement comptent 62 millions d'habitants de plus par an. D'ici 2015, le nombre de

économiques et de conduites collectives, un territoire qui cristallise les transformations sociales à l'œuvre: la mondialisation, qui s'accompagne d'une nouvelle imbrication du global et du local et de changements dans la structure de l'emploi, avec notamment la montée du chômage, du sous-emploi et de la précarité; les inégalités, où

scènes politiques locales, fortement liées au processus de décentralisation d'un côté et, de l'autre, de mondialisation, s'accompagne d'un nouveau partage dans l'exercice du pouvoir entre l'État, la société civile et le marché: leurs rapports contractuels se définissent à la fois par la compétition et la coopération, à travers l'art de la négociation et la gestion des conflits d'intérêt entre les différentes composantes de la communauté locale, pour la satisfaction du bien commun.

ÉTAT ANIMATEUR

La répartition finale des coûts et des bénéfices liés à la résolution des conflits sociaux dépend de la capacité de ces coalitions et de ces institutions à exercer une influence et une action au sein de l'espace public de la ville, et de la rapidité de l'apprentissage institutionnel. Innover par la construction de partenariats public-privé-citoyens aux multiples formes institutionnelles d'agencements, c'est transformer l'État tuteur en État animateur, les citoyens usagers en citoyens acteurs et les entreprises fournisseurs en entreprises partenaires. Or les systèmes territoriaux existants et leurs dispositifs institutionnels ne reconnaissent pour l'heure aux citoyens qu'une place somme toute limitée.

Le défi du prochain siècle est d'humaniser les villes en les rendant promotrices et créatrices de citoyenneté et de métissage des cultures, donc plus démocratiques. Trois engagements fondamentaux doivent être pris pour y parvenir: consolider la démocratie, assurer l'exercice de la citoyenneté, notamment en habitant les espaces publics, et dessiner les contours d'un nouveau contrat social.

Son premier préalable est la redéfinition du paradigme de développement. Au modèle «économiste» destructeur, dont l'urbanisation «déshumanisante» est le reflet, doit succéder un modèle «solidaire» intégrant l'économie comme un outil, et non un objectif. Car la solidarité n'est pas simplement une qualité de la démocratie, elle est constitutive de sa durée, de la liberté et des droits de l'homme.

Céline SACHS-JEANTET
Urbaniste, France

LA MAJORITÉ
DE LA
POPULATION
MONDIALE
VIVRA
BIENTÔT DANS
LES VILLES
(Photo ©
RAPHO/
Michael
Yamashita).



citadins doublera et dépassera la population rurale de ces pays. L'accroissement des zones urbaines sera à l'origine de 88% de la croissance démographique mondiale et 90% de cette expansion intéressera le monde en développement.

Cette explosion urbaine s'accompagne d'une très lourde «dette sociale», métaphore utilisée au Brésil pour signifier l'ensemble des carences additionnées en vertu du mode dominant d'accumulation et de croissance économique par l'inégalité: habitat sous-intégré, bidonvilles ou taudis, même dans les villes dites «globales» (centres de l'économie-monde), déficit en infrastructures et services de base, tels que l'adduction d'eau, l'assainissement, la voirie, etc. Dans cette civilisation urbaine en voie d'émergence, la ville subit de plein fouet, exacerbe et symbolise tous les conflits d'une société en mutation. L'impression dominante est celle d'espaces fragmentés, caractérisés par l'exclusion sociale, la ségrégation spatiale et la montée de la violence. Mais c'est aussi un creuset de créativité et d'innovation.

La ville est un espace concret, visible, de décisions politiques, de contraintes

l'exclusion s'est imposée avec son corollaire, la quête de cohésion sociale; le multiculturalisme et l'affirmation ethnique; les violences urbaines; l'avènement de la société de l'information et la révolution scientifique et technologique; l'écologie, etc.

Finie l'harmonie de la ville homogène. Dans ce monde en transition, changements, ruptures et incertitudes forment le paradigme dominant, où le projet politique de changement social est une priorité et où les transformations très rapides dans les zones d'interaction sociale sont accélérées par les innovations technologiques. La ville sous le signe de la planification rationnelle et du destin technologique doit céder le pas à la ville humaniste sous le signe du lien, du lien social dans la cité. C'est pourquoi le gouvernement des villes doit être conçu comme un processus complexe de coordination et d'ajustement mutuel entre acteurs.

La recherche comparative internationale en sciences sociales et humaines, à l'instar du Programme MOST de l'UNESCO, conçue comme une tâche d'utilité sociale, a un rôle crucial à jouer. Un regard croisé sur les différents modèles de gouvernance urbaine montre que la structuration des

LE BIEN COMMUN AU FOND DU PUIITS

Dénuement extrême, clivages ethniques, quasi-impotence des autorités locales: dans cette banlieue de Dakar, l'émergence d'une «citoyenneté urbaine» est ardue.

Une bassine sur la tête, Awa Ndiaye sort d'une concession jouxtant un dispensaire. Elle déverse sur le sol une eau blanchâtre de riz mêlée d'écailles de poisson. «Sans égout, que voulez-vous que je fasse?», répond-elle vertement à quiconque prétend lui donner une leçon de civisme.

Comme la plupart des femmes de Yeumbeul, Awa a des soucis autrement plus graves. «Les gens n'ont rien», explique Laye Seye Saer, l'adjoint au maire de cet ancien village lébou (les premiers occupants de la région de Dakar, au Sénégal) érigé en commune d'arrondissement en janvier 1996, dans le cadre de la décentralisation. «Ils boivent de l'eau polluée. Les jeunes sont au chômage; ils ne peuvent pas cultiver les champs parce qu'il ne pleut pas assez, ni faire de maraîchage car il faut creuser 10 à 15 mètres avant de trouver de l'eau, au lieu de deux auparavant. Et je ne parle pas du manque de terres et de moto-pompes.» Théoriquement assurée par le service municipal, la collecte des ordures, intermittente, se limite aux deux artères principales.

CONTAMINÉS

«Comment s'en sortir quand tout est prioritaire?», se lamente Saer. En l'absence de latrines publiques, que faire contre ceux qui vont sur les voies ferroviaires? Comment empêcher les élèves d'uriner sur les murs des écoles (seulement un établissement secondaire et sept primaires pour plus de 100.000 habitants dont 52% de moins de 20 ans)? Pire: plus de la moitié de la population n'est pas raccordée au réseau. Pour eux, deux solutions: déboursier 25 F CFA la bassine d'eau à la borne fontaine (en plus de l'adhésion mensuelle de 100 F CFA par ménage) ou aller aux puits. Or une récente étude de l'UNESCO et de l'Université de Dakar montre que deux sur trois sont contaminés par les coliformes fécaux.

Pour autant, les Yeumbeulois ne baissent pas les bras. «Devant la précarité de leur condition, ils se regroupent en associations de jeunes, de résidents, groupements d'intérêt économique... Malgré leur foisonnement et leur caractère diffus, ces initiatives semblent des alternatives crédibles», note Mohamed Soumaré, de l'ONG Enda tiers monde. Mais que faire pour

qu'elles dépassent le degré 0 de la mobilisation sociale pour fonder une véritable citoyenneté locale?

«Nous posons comme hypothèse que de l'action concrète peut naître la notion de bien commun», résume Geneviève Domenach-Chich, coordinatrice du projet «Villes» à l'UNESCO. Concrète est le mot: le «Projet d'appui aux dynamiques de quartiers et d'amélioration du cadre de vie», mené à Yeumbeul, consiste à structurer et renforcer les initiatives d'assainissement.



ENSEMBLE POUR PROLONGER LE RÉSEAU D'ADDUCTION D'EAU (Photo UNESCO).

Financé aux deux tiers par l'UNESCO et coordonné par Enda, ce projet d'environ 100.000 dollars a permis, en 1996-1997, de construire 44 puisards, 32 latrines et cinq bornes fontaines, et de mettre en place trois charrettes pour la précollecte des ordures. Des caisses d'épargne et de crédit de 10 groupements de femmes ont également été appuyées et des animateurs locaux, femmes entrepreneurs, maçons et tâcherons, formés. Mais au-delà, le projet a induit une modification des rapports de forces entre, d'une part, les différents groupes sociaux en présence et, d'autre part, la population et les autorités municipales.

Principale leçon: il est difficile de faire émerger un acteur collectif d'un tissu social exsangue - les conflits interpersonnels sont d'autant plus acérés que les ressources sont rares - et pluri-ethnique (wolof,

lébou, toucouleur, diola, etc.). En gros, trois groupes représentés par trois associations et correspondant à des territoires bien délimités voudraient que le projet bénéficie d'abord à ses membres: «Nous avons noté d'emblée des rapports conflictuels entre ces organisations», soulignent les évaluateurs du projet, Pape Salif Seck et Abdoul Karim Gueye. L'intégration des nouveaux arrivants, des ruraux diolas pour la plupart, pose problème. «Ils revendiquent une appartenance à la zone et un droit de participation aux décisions que les originaires du village traditionnel ne semblent pas prêts à leur accorder.»

DIVISIONS

Un autre clivage oppose les Lébus, qui voient leur pouvoir traditionnel s'éroder, à la deuxième génération de migrants (essentiellement des Toucouleurs) très impliqués dans le projet. Enfin, «on observe la création d'associations d'habitants tournées vers le développement de leur village d'origine», relèvent les évaluateurs.

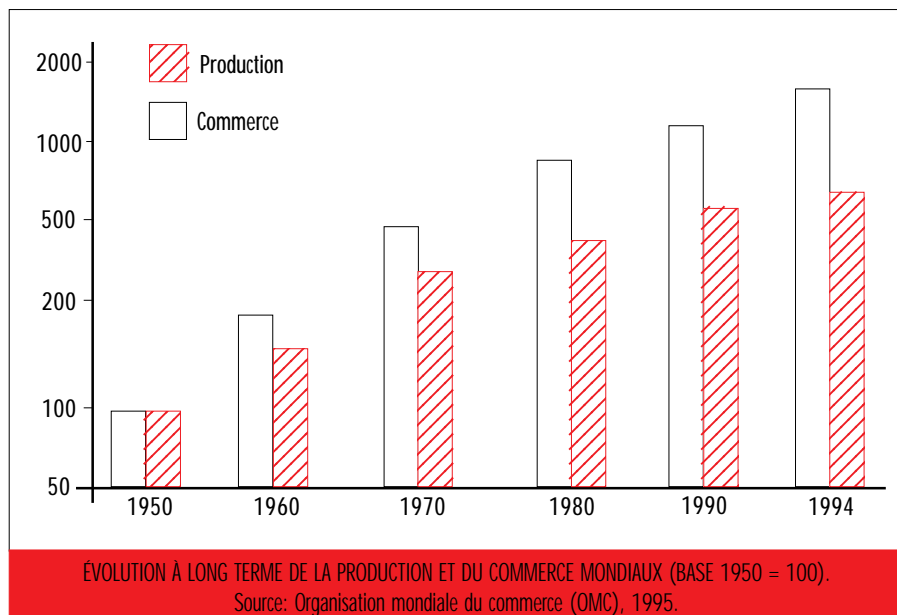
Pourtant, la population commence à s'imposer comme partenaire des autorités, totalement dépassées par l'ampleur des besoins. «Nous n'avons pas de moyens, même pas un véhicule pour les opérations Ovp (dégagement des voies publiques occupées illégalement), se lamente Saer. Nous sommes obligés de louer des taxis clandos!» Malgré la méfiance de certains élus, qui redoutent la concurrence politique de leaders de quartier plus proches de la population, «on observe même un début de porosité entre les mondes associatif et politique», relève Domenach-Chich. «Nous sommes régulièrement consultés et je participe aux réunions municipales», confirme le très populaire El Hadji Ibrahima Ndiaye. Reste que pour Soumaré, les limites du projet «démontrent que les ONG et les groupes communautaires ne peuvent pas se substituer à l'État et aux municipalités. Leurs initiatives doivent être considérées comme des pistes, en l'occurrence légitimées par l'UNESCO, et, le cas échéant, relayées sur le terrain par l'action des services publics.» Un vœu pieux?

S. B.
et Daniel BEKOUTOU, à Dakar

UN MONDE SANS FRONTIÈRES

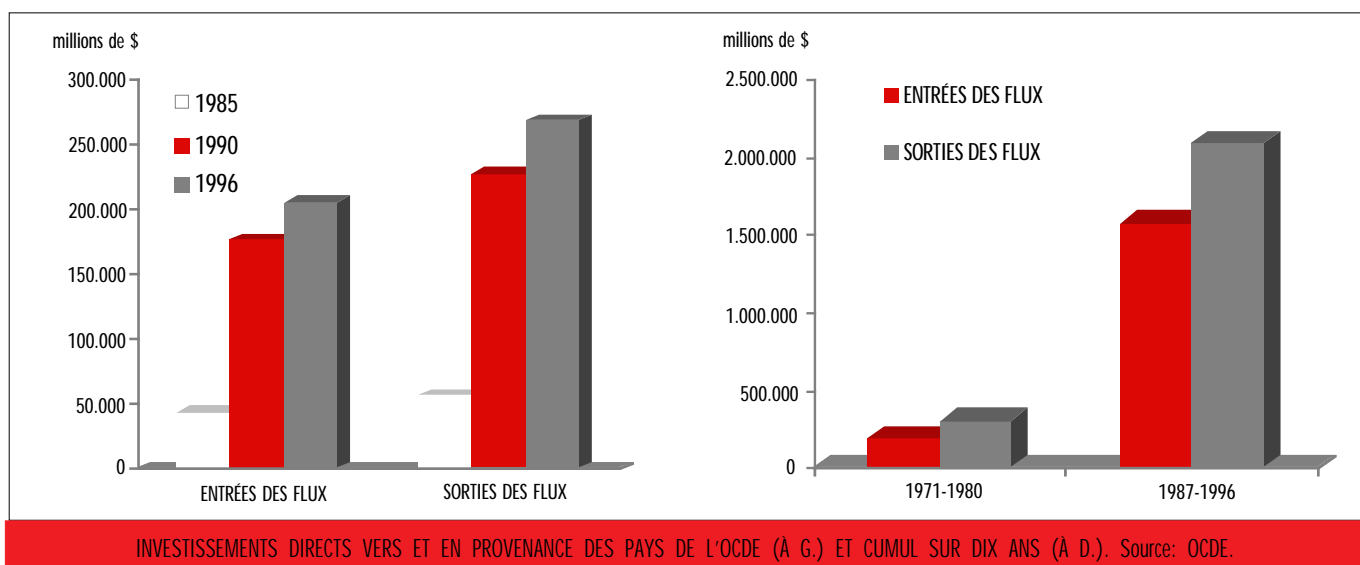
Notre monde globalisé se caractérise par la vitesse et l'ampleur sans précédent des mouvements de biens, d'argent et de personnes qui l'animent. Cette mobilité accrue constitue un agent

LE COMMERCE CROÎT PLUS VITE QUE LA PRODUCTION



Ce graphique illustre la croissance continue du commerce mondial depuis près de 50 ans. Jusqu'au milieu des années 70, elle n'augmentait guère plus rapidement que la production. Avec l'expansion de l'économie de marché et des politiques libérales - visant notamment à abaisser les taux de change réels, stimuler les exportations et réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires - le commerce mondial s'est mis à croître à un rythme beaucoup plus rapide que la production. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le premier a augmenté de 5,3% par an entre 1984 et 1994, contre 1,9% pour la seconde et, entre 1990 et 1994, de 5% contre 0,5%. En 1996, la valeur totale des exportations a pour la première fois dépassé les cinq mille milliards de dollars, précise l'OMC.

LES FLUX FINANCIERS ENFLENT



L'argent circule aussi en volumes de plus en plus importants. Ce graphique, bien qu'incomplet puisqu'il ne concerne que les pays de l'OCDE, en est un exemple éloquent: le montant des investissements

directs vers et en provenance des pays de l'OCDE a été multiplié par cinq au cours des 12 dernières années. De même, les flux financiers vers ces pays sont passés d'un total cumulé de 191 milliards de dollars

entre 1971 et 1980 à plus de 1.500 entre 1987 et 1996. Parallèlement, les flux financiers en provenance de ces pays sont passés de 304 milliards de dollars (1971-80) à plus de 2.000 milliards (1987-96).

de changement majeur auquel toutes les sociétés, qu'elles soient du Nord ou du Sud, tentent de s'adapter.

LA CIRCULATION DES PERSONNES S'ACCÉLÈRE

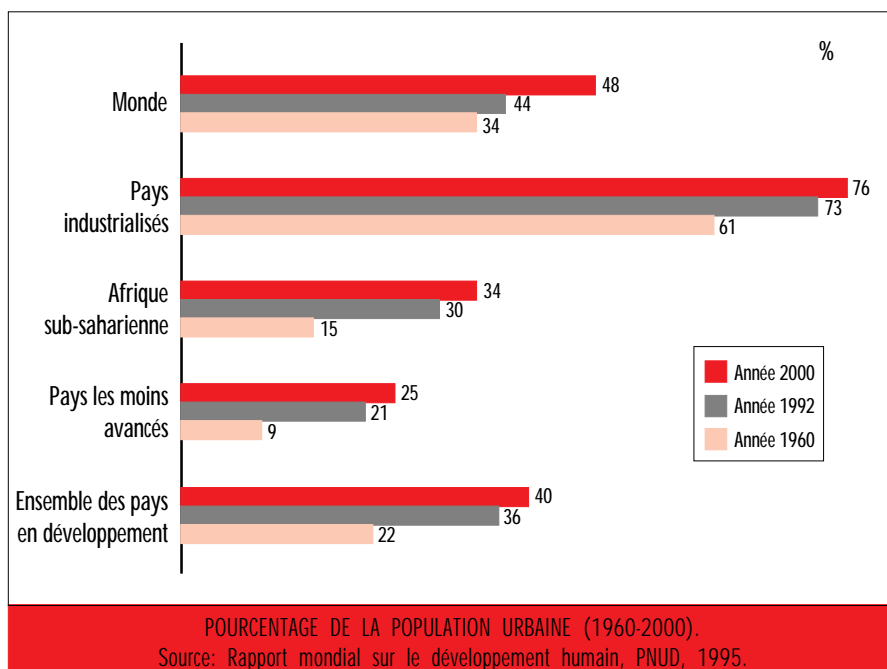


PRINCIPAUX MOUVEMENTS MIGRATOIRES LIÉS AU TRAVAIL. Source: BIT.

Selon le Bureau international du travail (BIT), les personnes se déplacent selon des axes Sud-Sud, Sud-Nord et Est-Ouest. La Banque mondiale estime que les rapatriements d'argent de ces migrants s'élèvent à quelque 67 millions de dollars par an. Au Yémen, ces flux représentaient 150% de la valeur des exportations au début des années 90, contre 75% au Pakistan et en Égypte.

La région la plus affectée par les migrations est l'Afrique subsaharienne, où environ 30 millions d'immigrés vivent, pour la plupart, dans l'Est et le Sud du continent.

Les personnes se déplacent aussi à l'intérieur de leurs frontières, le plus souvent vers les villes. Dans tous les pays, le nombre de citadins continue de croître plus vite que la capacité des villes à leur fournir emplois, logements, eau, assainissement et autres services de base.



LE MARCHÉ EN CAMPAGNE

Libéralisation des prix à la production, privatisation des terres, suppression des subventions: pour les populations rurales, vulnérables et peu qualifiées, mondialisation rime souvent avec crise.

La mondialisation de l'économie est un processus d'approfondissement de l'ouverture des marchés nationaux à la concurrence, aux capitaux, à la technologie et à l'information. C'est aussi la généralisation des lois du marché.

À côté des pouvoirs nationaux, le FMI et la Banque mondiale ont orchestré la libéralisation dans les pays en développement en encourageant la mise en œuvre de programmes d'ajustement structurel (PAS). Pour l'agriculture, ils se sont traduits par la privatisation des terres domaniales, la libéralisation des prix à la production et leur alignement sur les cours internationaux, la suppression des subventions aux intrants et le désengagement de l'État de certains services destinés aux agriculteurs. Pour les produits agricoles, les accords du GATT devraient provoquer l'augmentation des volumes des échanges, une exacerbation de la concurrence, une ouverture minimale des marchés à l'importation et surtout un renchérissement de la facture alimentaire des pays importateurs.

mondiale et le degré d'ouverture de son économie. Il semble que les pays développés devraient accaparer la plus grande part des échanges internationaux (50% à 80% selon les estimations), suivis des nouveaux pays industriels d'Asie et enfin de ces pays en développement qui ne récolteront qu'une faible partie des gains.

Au niveau national, les régions les moins pourvues risquent d'être encore plus marginalisées du fait de l'aggravation de la concurrence et de la course à la compétitivité à laquelle elles sont moins bien préparées. Dans les pays en développement, «la mondialisation articule les systèmes productifs de plus en plus sur l'extérieur, en décalage croissant avec les réalités et les nécessités économiques et sociales internes» estime le chercheur Bernard Ravenel. Ceci s'applique en premier lieu à la société rurale.

La mondialisation affaiblissant l'État-nation, on assiste à une perte de ses capacités d'intervention financière, plus sensible auprès des populations vulnérables.

termes politiques la question sociale.» La population rurale qui se caractérise par un faible niveau de qualification est la première touchée.

On assiste, de plus, à une baisse des salaires réels des travailleurs en général et des travailleurs agricoles en particulier, baisse qui a pu atteindre 20% à 40% dans certains pays au cours de la dernière décennie. Ceci touche particulièrement les ruraux dont les revenus dépendent de secteurs autres que l'agriculture.

CHÔMAGE EN HAUSSE

L'aggravation du chômage dans les villes entraîne d'autre part un retour à la campagne et à une agriculture de subsistance. On observe une stabilisation voire une augmentation du nombre des exploitations et des paysans sans terre. En Tunisie, elle a dépassé 25% entre 1989 et 1995. Le renchérissement des intrants, la désorganisation des circuits administrés de commercialisation poussent d'autre part les agriculteurs ayant perdu leurs ressources extra-agricoles à exploiter leur lopin de terre pour couvrir les besoins de leur famille.

Mais la situation peut s'avérer encore plus difficile: on assiste en Égypte à une contre-réforme foncière qui, après un gel de plus de 40 ans, donne la possibilité aux propriétaires de récupérer leurs terres et d'en relever le loyer, laissant les petits agriculteurs à la dérive.

En définitive, la mondialisation, qui offre des chances de croissance à tous les pays qui y participent, semble se traduire par une précarisation des franges les plus vulnérables de la société rurale, essentiellement à cause de la réduction des transferts de l'État en leur faveur et du tarissement des sources de revenus et d'emplois dans les secteurs autres que l'agriculture.

Il s'agit de savoir dans quelle mesure la participation à la gestion des ressources naturelles et au développement rural, présentée à ces populations comme une alternative à la mondialisation, est en mesure d'en atténuer les effets négatifs.

Mohamed ELLOUMI
Institut de recherche
sur le Maghreb contemporain
Tunis



LE FELLAH
ÉGYPTIEN
PAYE LA
LIBÉRALI-
SATION AU
PRIX FORT
(Photo ©
Béatrice
Petit).

La mondialisation va se traduire par des transformations profondes des systèmes productifs nationaux et du marché du travail. Elle va induire une réorganisation des entreprises sous forme de réseaux de petites dimensions et d'une gestion flexible de la production et la main-d'œuvre. Cependant, elle ne se répercute pas de manière uniforme sur l'ensemble des pays, ni des régions d'un même pays; encore moins sur les groupes sociaux qui les composent. Ses effets peuvent varier selon la capacité d'un pays à capter les retombées de la croissance

Le démantèlement de l'industrie mis en place dans le cadre d'une politique de développement administré et à l'abri de la concurrence étrangère va avoir, comme le dit pudiquement la Commission européenne, des coûts en termes d'emplois. «En réalité, selon Ravenel, on sait que la mise à niveau du secteur industriel marocain et tunisien suppose la liquidation de 40% des entreprises et des emplois correspondants. Le choix politique du libre échange va, à travers l'aggravation des inégalités locales, régionales et nationales, poser en

UNE SEULE CAUSE, DES EFFETS OPPOSÉS

Certaines communautés du Grand Nord profitent de la mondialisation et du progrès technologique pour se développer, d'autres en meurent. Toute la question est de savoir pourquoi.

Baigné par les eaux glacées de l'océan Arctique et de la mer de Barents, le comté de Finnmark se situe à l'extrême nord de la Norvège. Avec ses tempêtes de neige en hiver et ses nuées de moustiques en été, c'est l'une des régions les moins hospitalières de la planète. La plus grande ville, Batsfjord, compte quelque 2.500 habitants.

La valeur stratégique de cette région pendant la guerre froide lui a valu d'importantes infrastructures: aéroports, routes, barrages hydroélectriques et même bornes de réception pour les téléphones cellulaires dans les vallées les plus reculées. Mais depuis l'effondrement de l'Union soviétique, la région a perdu de son intérêt politique, et la démographie s'en est ressentie.

La vision d'un paquebot de luxe croisant au large de ce littoral glacé et désolé peut sembler incongrue. Pourtant, le tourisme international est en pleine croissance. L'industrie de la pêche, elle aussi, s'internationalise. Les quatre usines de traitement du poisson de Batsfjord exportent leur production pour l'essentiel vers l'Europe, mais aussi le Japon. Les bénéficiaires sont réinvestis dans l'industrie locale et l'équipement communautaire. L'équipe de volley-ball de Batsfjord, bien classée au niveau national, est entraînée par des étrangers payés par les industriels locaux.

IMAGINATION

Dans le comté voisin de Troms, la ville de Storffjord (1.800 habitants) a su, elle aussi, faire preuve d'imagination pour améliorer son sort en exploitant la mondialisation économique. Située à proximité des frontières communes entre la Norvège, la Finlande et la Suède, elle tire sa richesse de l'exportation de courant hydroélectrique. Les bénéfices alimentent un fond pour la création de petites entreprises. L'autre activité majeure des deux régions est l'élevage du renne, essentiellement pratiqué par l'ethnie autochtone de Norvège, les Saami. Là encore, les technologies modernes sont mises à profit: les éleveurs se déplacent en motoneige et repèrent les meilleurs pâturages par satellite.

«Même les communautés les plus isolées du nord sont obligées d'apprendre à vivre dans un monde global où l'isolement ne paye plus», reconnaît Nils

Aarsaether, coordinateur du projet d'étude des stratégies de survie circumpolaires (CCCP), mené sous les auspices de MOST à l'Université de Tromsø. Ce projet s'appuie sur un réseau de chercheurs de Russie,



LES ÉLEVEURS DE RENNES ONT DÛ S'ADAPTER (Photo © Rosine Mazin).

Canada, Norvège, Finlande, Danemark, Groenland, Islande et Suède, qui étudient l'impact de la mondialisation sur les communautés isolées. «Au lieu d'en déplorer les effets négatifs, nous avons sélectionné des communautés, comme Batsfjord et Storffjord, où l'on s'efforce d'élaborer des stratégies pour en tirer le maximum de bénéfices.»

Lorsque les réserves de poisson se sont appauvries dans les années 80, Batsfjord n'a pas hésité à en importer d'Alaska pour sauver des emplois. Aujourd'hui encore, la ville en achète à des chalutiers russes. Conscientes que le départ des femmes pourrait avoir un effet déstabilisateur, ces communautés ont consenti de réels efforts pour garantir l'égalité des chances. À la fin des années 70, lorsque la population féminine a commencé à décliner, des avantages ont été accordés aux ouvrières finlandaises pour les inciter à venir travailler dans les conserveries. Beaucoup sont restées et ont épousé des Norvégiens. Pour remédier à la pénurie chronique de main-d'œuvre, le comté a fait appel aux réfugiés tamouls, qui

représentent aujourd'hui entre 5% et 10% de la population et ont même fondé un club de cricket sur ces étendues de neige et de glace!

Pour comprendre les ressorts de cette dynamique communautaire, explique Aarsaether, «nous nous posons des questions simples: par exemple, pourquoi la population de telle agglomération est-elle stable alors que celle de telle autre diminue? Les réponses nous entraînent sur des pistes souvent divergentes et nous interrogent sur l'interaction de facteurs aussi divers que production, distribution, mode de vie domestique, rapports entre les sexes, pratiques religieuses, identité ethnique et culturelle, éducation, accès aux communications électroniques, etc.»

MENACÉS DE DISPARITION

À première vue, le bilan de la mondialisation peut sembler positif. Pourtant, la médaille a son revers. «Dans certains cas, poursuit Aarsaether, la mondialisation peut créer de nouveaux emplois et améliorer la protection sociale. Mais le plus souvent, elle accroît les déséquilibres socio-économiques et écologiques, entraînant notamment une concentration du pouvoir, du capital et de l'information dans les zones urbaines qui ont 'réussi' et un déclin des régions rurales. En fait, bon nombre de communautés rurales de l'Arctique sont aujourd'hui menacées de disparition par l'épuisement des ressources naturelles. L'exploitation des zones de pêche situées en dehors des eaux territoriales par de grosses flottes est en grande partie responsable de la crise des pêcheries qui frappe bon nombre de communautés côtières. C'est le cas de Terre-Neuve, au Canada.»

Grâce à leurs recherches, les membres du CCCP espèrent contribuer à expliquer pourquoi certaines communautés, comme celle de Batsfjord, s'accommodent de la nouvelle donne alors que d'autres en souffrent. Leurs conclusions pourraient aider les décideurs mais surtout les collectivités elles-mêmes à résoudre leurs problèmes et à prendre une part active à la transformation du monde qui les entoure.

John GUSTAVSSON
Tromsø, Norvège

DES MUTATIONS À COMPRENDRE

Le programme MOST vise à promouvoir la recherche sur des transformations sociales qui s'emballent, pour aider les décideurs à réformer leurs politiques.

Avec la fin de la guerre froide, au début des années 1990, les transformations sociales profondes, déjà en gestation depuis deux décennies au moins, se sont accélérées. Par conséquent, les défis majeurs comme le développement des sociétés du Sud, la réapparition dans le Nord du chômage, de l'exclusion et de la pauvreté, l'approfondissement des inégalités entre les pays riches et les pays pauvres, mais aussi à l'intérieur des sociétés, la multiplication des conflits ethniques et religieux, qui ont remplacé les conflits internationaux, et la diversification des acteurs publics et privés sur la scène internationale doivent être réévalués, analysés et compris.

Cette tâche, qui revient en priorité aux chercheurs en sciences sociales, requiert de nouvelles formes d'organisation de la recherche, en particulier au niveau international. Il est aussi nécessaire de renforcer les liens entre la recherche en sciences sociales et la décision en matière socio-économique, afin d'aider à la formulation de politiques de développement plus pertinentes et efficaces, fondées sur des connaissances et des données rigoureuses.

Le programme «Gestion des transformations sociales» (MOST - Management of Social Transformations) a été créé en 1994, au sein du Secteur des sciences sociales et humaines.

Ses deux principaux objectifs sont précisément de promouvoir des recherches sur les grands défis sociaux actuels et de valoriser les connaissances ainsi générées auprès des décideurs et dans la formulation des politiques. Ce programme fonctionne comme un cadre à la fois de coopération scientifique internationale et

d'expertise pour proposer des politiques, mais aussi pour mettre en œuvre des projets de développement concrets sur le terrain.

Le suivi des grandes conférences mondiales organisées par les Nations Unies (à Rio de Janeiro sur l'environnement en 1992, au Caire sur la population en 1994, à Copenhague sur le développement social en 1995, et à Istanbul sur les villes en 1996) et la mise en œuvre d'activités dans les domaines prioritaires qui y ont été identifiés, notamment la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, les migrations internationales, l'avenir des villes et le développement durable, sont au centre des préoccupations de MOST. Les questions sont



abordées selon trois axes principaux: la gouvernance démocratique des sociétés multiculturelles et multiethniques; les problèmes sociaux et la citoyenneté dans les villes; les interactions entre les problèmes nationaux et les processus de mondialisation. Des recherches sont conduites sur des thèmes comme «croissance industrielle urbaine et économie globale en Asie du Sud», «citoyenneté et multiculturalisme en Europe», «transformations sociales et trafic de drogue», «mondialisation et transformation des sociétés rurales dans les pays arabes», etc.

MOST coordonne également des projets de terrain, comme celui qui vise à améliorer les conditions de vie des femmes

pauvres dans les zones rurales au Burkina Faso et au Laos.

La formation fait aussi partie de ses activités, sous diverses formes: celle des jeunes chercheurs, à travers leur participation aux projets; un prix récompensant les meilleurs doctorats dans les domaines du MOST; des modules de formation pour les professionnels de la ville et sur les méthodes d'évaluation des politiques sociales; des cours à travers les Chaires UNESCO des sciences sociales et du développement durable.

Un centre d'échange d'informations MOST existe sur Internet (<http://www.unesco.org/most>). Il comprend désormais des bases de données spécialisées sur les «bonnes pratiques» de lutte contre la pauvreté et l'exclusion ainsi qu'un forum de discussion sur les questions éthiques que soulève la recherche en sciences sociales. Une base de données thématique sur les politiques multiculturelles est en voie de création.

MOST est dirigé par un Conseil intergouvernemental composé de 35 États membres de l'UNESCO et un Comité directeur scientifique indépendant de neuf chercheurs de haut niveau nommés à titre individuel. Un petit secrétariat coordonne les activités du programme à partir du siège de l'UNESCO et des Comités de liaison nationaux de MOST (présents à ce jour dans plus de 40 pays) font le lien entre le programme et les chercheurs et décideurs de chaque communauté nationale. Les bureaux régionaux dans les États membres de l'UNESCO coopèrent avec le MOST.

Ali KAZANCIGIL

POUR EN SAVOIR PLUS...

La LETTRE DE MOST paraît deux fois par an et donne des informations sur ses activités, réseaux de recherche et comités de liaison.

Dans la série POLITIQUES SOCIALES de MOST: *De l'exclusion sociale à la cohésion sociale*, par Sophie Bessis (n° 2, 1995); *Multiculturalisme: nouvelles réponses de politiques publiques à la diversité*, par Christine Inglis (n° 4, 1996).

Dans la série DOCUMENTS DE DISCUSSION: *La recherche urbaine en Amérique latine. Vers un programme de recherche*, par Licia Valladares et Magda Prates Coelho (n° 4, 1995); *Des partenaires dans nos villes pour l'innovation urbaine*, par Francis Godard (n° 9, 1996); *Urbanisation et recherche urbaine dans le monde arabe*, par Mostafa Kharoufi (n° 11, 1996).

Tous ces documents sont disponibles auprès du Secrétariat du MOST, UNESCO (e-mail most@unesco.org ou sur Internet <http://www.unesco.org/most>).

La REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES consacre son n° 147 (1996) aux *Villes de l'avenir: la gestion des transformations sociales* (en vente à la Librairie de l'UNESCO ou chez les agents de vente).